



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2785
17 décembre 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

L'hôpital malade du capitalisme



**Travailleurs
sociaux**
**En colère
et dans la rue**

Page 13

États-Unis
**Les droits
des femmes
attaqués**

Page 8



Nathalie
ARTHAUD
2022
 **LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**
Page 5

Leur société

- Gauche : unie ou divisée, loin des intérêts des travailleurs 3
- Macron : sa majesté télévisée 3
- Cour des comptes : propagande patronale 3
- Guerre d'Algérie : énième promesse d'ouverture des archives 4
- Guéant : de l'ombre... à la prison 4
- Nantes : retour vers l'Inquisition ? 4
- Pôle emploi : chasse aux chômeurs renforcée 6
- Aides : toujours plus pour les capitalistes 6
- Électricité : subventions pour les distributeurs-arnaqueurs 6
- Guadeloupe : la paix armée 7
- Martinique : manifestations dans des hypermarchés 7
- Nouvelle-Calédonie : la situation coloniale demeure 7
- Manifestons le 18 décembre : solidarité avec les migrants 16

Élection présidentielle

- Nathalie Arthaud à Montreuil, à Lyon et avec des travailleurs de l'hôpital Saint-Antoine à Paris 5
- Leur démocratie et leur égalité 5
- Agenda : les réunions publiques à venir 5

Dans le monde

- États-Unis : les droits des femmes attaqués 8
- Tués par une tornade et par Amazon 8
- Création d'un syndicat chez Starbucks 8
- Afghanistan : un embargo criminel 9
- Honduras : la gauche emporte l'élection présidentielle 9
- La démocratie à la sauce Biden 9
- Birmanie : la population face à la crise et la répression 10
- Rohingya : l'enfer des camps 10
- Irak : encore et toujours le chaos 16
- Groupe Wagner en Afrique : mêmes méthodes que la France 16
- Ventes d'armes : les marchands de mort se portent bien 16

Dans les entreprises

- Enedis-GRDF 11
- Usine d'Arc 11
- SNCF - Paris-Nord 11
- Jeunes travailleurs : dictature patronale et discriminations 11
- Sanofi - Vitry et Amilly 12
- Chronopost - Alfortville 12
- France Loisirs 12
- Dufour-Yachts - La Rochelle 12
- Travailleurs sociaux 13
- Servair - Aéroport Roissy 13
- Hôpital de Guingamp 14
- CHU - Toulouse 14
- animateurs de Bezons 14
- Hôpital Nord-Franche-Comté 15
- Hôpital de Senlis 15

L'hôpital n'est pas tant malade du Covid que du capitalisme

Depuis des mois, les débats sanitaires tournent autour du Covid et de la vaccination. Depuis des mois, le gouvernement fait la morale à la population avec les gestes barrières et le passe sanitaire. Et pendant ce temps, il laisse l'hôpital sombrer.

Les fermetures temporaires des services d'urgence se multiplient dans de nombreuses villes, y compris de services d'urgences pédiatriques, en pleine épidémie de bronchiolite. Nombre de services fonctionnent à la moitié ou aux trois quarts de leurs capacités. Impossible, dans ces conditions, de rattraper le retard lié aux déprogrammations de soins et d'opérations.

Cet état de crise permanente n'est pas dû au Covid, mais aux arrêts maladie, aux démissions et aux nombreux postes non pourvus dans les hôpitaux. Le ministre de la Santé minimise la crise en contestant le chiffre de 20% de lits fermés avancé par plusieurs responsables, tout en reconnaissant que l'hôpital dispose, à l'heure actuelle, de moins de lits qu'en mars 2020.

Autrement dit, les hôpitaux sont moins bien armés pour la cinquième vague que pour la première. Les responsables de la catastrophe sont donc au pouvoir et ils ne sont pas à chercher du côté des non-vaccinés.

Beaucoup, parmi les soignants et la population, avaient nourri l'espoir que la crise sanitaire serve d'électrochoc pour l'hôpital. Les 120 000 morts, les déprogrammations, le manque de matériel et de personnel avaient fait la preuve de la dangerosité de la gestion comptable de l'hôpital. Le personnel, applaudi pour son abnégation et son courage, espérait enfin être écouté. Eh bien non ! L'après-Covid a été la douche froide.

Le gouvernement prétend avoir beaucoup fait avec le Ségur de la santé, mais les primes versées n'ont été que du saupoudrage et elles n'ont pas stoppé l'hémorragie de personnel confronté à des salaires trop bas et des conditions de travail toujours plus dures. L'afflux de malades du Covid replonge aujourd'hui le personnel dans la gestion de crise, avec tout ce que cela engendre de surmenage, d'épuisement et de stress.

Pour justifier le manque de soignants, Véran se cache derrière le fait qu'il faut des années pour les former. Mais qu'il commence par les payer correctement, pour qu'ils ne partent pas dans les cliniques privées ou vers la médecine libérale !

Que Véran explique aussi pourquoi le nombre de places en écoles d'infirmiers n'a quasiment pas augmenté depuis deux ans et pourquoi le financement des formations internes à l'hôpital se fait encore au compte-gouttes ! Qui peut croire qu'en deux ans il soit impossible de former les techniciens de laboratoire, les brancardiers ou les agents d'accueil qui manquent aussi ? Des dizaines de milliers de jeunes galèrent entre petits boulots et chômage, ils seraient prêts à s'engager dans ce type de métier si on leur donnait les moyens financiers de se former.

Il y a pénurie de bras et de matériel parce que le gouvernement, comme ses prédécesseurs, gère l'hôpital comme une entreprise. Là où il faudrait soigner, il est demandé de faire du chiffre et de travailler à la chaîne. Pour le personnel, cela signifie surcharge de travail, rappel sur les jours de repos ou de congés, roulements chamboulés, horaires décalés, changements de service et mépris de la part de la hiérarchie...

La façon dont les salariés des hôpitaux sont traités ressemble au sort des travailleurs dans nombre d'entreprises, car aucun secteur n'échappe à la loi du profit. Dans les hôpitaux publics, celle-ci ne se présente pas sous la forme d'actionnaires exigeant leur dividende, mais elle s'impose au travers des restrictions budgétaires, des indicateurs financiers et des critères de rentabilité artificiels. Cela, parce que les capitalistes profitent volontiers de toutes les affaires qu'ils peuvent faire avec les hôpitaux, tout en exigeant du gouvernement qu'il réduise les dépenses publiques.

C'est cette course au profit qui fait mourir les hôpitaux à petit feu. C'est aussi elle qui empêche la levée des brevets sur les vaccins anti-Covid et freine la lutte contre la pandémie. C'est elle qui provoque le chômage de masse, la précarité et pèse sur les salaires. C'est elle qui s'oppose au respect des hommes et de l'environnement.

Mais la loi du profit n'est pas une loi de la nature, c'est une loi de la bourgeoisie, qui est la seule à avoir intérêt à ce que rien ne change. Quand, à travers des luttes, les travailleurs prendront conscience qu'ils ont la force d'imposer leur propre loi et d'organiser la société pour qu'elle réponde à leurs besoins et aux intérêts de la majorité, la course au profit n'aura plus lieu d'être !

Nathalie Arthaud



Gauche : unie ou divisée, loin des intérêts des travailleurs

Anne Hidalgo, candidate pour le Parti socialiste, a créé la surprise en proposant mercredi 8 décembre l'organisation d'une primaire pour sélectionner un candidat unique à gauche pour l'élection présidentielle.

Cette proposition a été rejetée par les autres candidats de gauche. Mais tous se sont présentés comme des champions de l'unité, à la condition qu'elle se fasse derrière eux.

Beaucoup d'électeurs de gauche, inquiets des scores annoncés de l'extrême droite de Le Pen et Zemmour, ou révoltés par la perspective de voir Péresse ou Macron élus, se disent sans doute que la gauche a besoin de s'unir, ne serait-ce que pour se qualifier au deuxième tour de la présidentielle. Mais, même dans le cas peu probable

d'une candidature unique ou du surgissement d'une personnalité comme Christiane Taubira, l'opération serait une énième tentative de faire tourner à plein régime la machine à illusions : avec la victoire « d'un bon candidat de gauche » la vie serait meilleure.

Jamais la gauche au gouvernement n'a servi d'autres intérêts que ceux du patronat et de la bourgeoisie, de l'Union de la gauche avec Mitterrand à la Gauche plurielle sous Jospin, ou dans sa dernière version sous Hollande. La conséquence en a été la démoralisation d'une

large fraction des militants ouvriers et le discrédit de l'idée que la société pouvait et devait être changée en faveur des classes populaires. C'est la dernière mouture d'une gauche unie sous Hollande, qui avait compté des Verts parmi ses ministres de l'Environnement et qui avait profité de la bienveillance, voire du soutien du PCF, qui a imposé la loi Travail en 2016, contre laquelle des dizaines de milliers de travailleurs s'étaient battus, sous les coups de matraque et les gaz lacrymogènes. Macron a été mis sur orbite par Hollande qui en avait fait son ministre de l'Économie. Et les années Hollande, comme les années Mitterrand et Jospin, ont contribué à renforcer les idées d'extrême droite dans



la société et l'électorat.

La politique des gouvernements est dictée par la bourgeoisie, par le grand capital qui, dans la crise actuelle, mène une guerre aux travailleurs et aux chômeurs. Le temps où les capitalistes étaient prêts à quelques concessions est clos, et le rôle du gouvernement, présent et à venir, est de mettre en musique les attaques contre les travailleurs et les classes

populaires.

Ce n'est pas d'une nouvelle variante d'une union des partis de gauche faillis que les travailleurs ont besoin, mais d'un véritable parti révolutionnaire se fixant comme but de renverser le capitalisme. Construire un tel parti, c'est l'objectif que doivent se fixer tous ceux qui ont à cœur de défendre les intérêts des travailleurs.

Boris Savin

Macron : Sa Majesté télévisée

D'abord à propos de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, puis sur son bilan à l'Élysée, Macron s'est imposé deux fois à sept jours d'intervalle sur les écrans télévisés. Sans être officiellement candidat, il est en campagne électorale.

Prendre la présidence du Conseil européen n'est pourtant pas un exploit :

c'est une présidence tournante. Chaque chef d'État ou de gouvernement européen la prend à son tour pour six mois. Macron, en jouant au grand leader du continent, essaie de mettre à profit cette circonstance pour tenter de faire croire qu'il va faire à l'avenir ce qu'il n'a pas fait ces dernières années. C'est ainsi qu'il a notamment péroré au sujet

d'un très hypothétique salaire minimum européen, au cours d'une conférence de presse de deux heures retransmise en direct par plusieurs chaînes, dont France 2. La semaine suivante Macron a mis en scène son bilan, à nouveau deux heures durant sur TF1.

En attendant son heure pour déclarer sa candidature, Macron joue à fond de

sa fonction présidentielle pour occuper l'espace médiatique. Ce qu'il recommandera à n'en pas douter le 31 décembre pour la nouvelle année, puis en janvier au cours des nombreuses cérémonies de vœux.

Comme il ne va évidemment pas se présenter en expliquant qu'il fera, comme ces cinq dernières années, tout ce que lui demandera

la bourgeoisie française pour s'enrichir en exploitant autant que possible les travailleurs, il va abreuver à souhait les électeurs de phrases aussi creuses que sa confiance dans l'avenir et son amour pour la France. Heureusement, personne n'est obligé d'allumer son poste et de l'écouter.

Sacha Kami

Cour des comptes : propagande patronale

« Dans la note sur la santé, nous disons qu'il y a 270 milliards par an de dépenses de santé et un déficit qui va s'accumuler de 130 milliards d'euros sur cinq ans [...] Il faut absolument maîtriser nos dépenses de santé et le faire sans austérité. »

C'est ce qu'a déclaré Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes et ancien ministre socialiste de François Hollande, à l'occasion de la publication de plusieurs notes sur la situation de la France.

En cette période de crise sanitaire, il s'est senti obligé d'ajouter « sans austérité ». Mais le personnel des hôpitaux et des Ehpad est bien placé pour savoir ce que vaut ce type de discours, toujours suivi de restrictions de personnel ou de

moyens.

Concernant l'éducation, Moscovici a mis en avant les 76 milliards de dépenses, somme considérable à ses yeux. Rapportée aux 12 millions d'élèves, elle ne s'élève pourtant qu'à un peu plus de 6 000 euros par élève, deux fois moins qu'en Suisse. Ajoutons au passage que ce chiffre de 76 milliards utilisé par Moscovici englobe les pensions de retraite du personnel de l'Éducation nationale. Le budget consacré à l'enseignement s'élève

en réalité à 53,6 milliards d'euros, que l'on peut comparer aux 41 milliards du budget de la Défense, jugé absolument nécessaire par la ministre des Armées récemment. Il faudrait trouver « des gisements de performance », transformer les provisoires en « managers » a déclaré Moscovici. L'éducation, comme tous les autres services publics, se voit appliquer des critères de rentabilité, comme s'il s'agissait de n'importe quelle entreprise privée.

Ces notes préparent en réalité le terrain pour tenter de faire accepter comme inéluctable un nouveau tour de vis sur les budgets alloués aux services publics.

Aline Rétesse

Au concours du démagog franchoillard

En cette période de fêtes, une devinette. Qui a dit : « Moi je vais vous dire : si être Français c'est ne plus avoir de sapin de Noël, c'est ne plus manger de foie gras, c'est ne plus avoir la chance d'élire Miss France et de voir des filles belles et intelligentes une fois par an et ne plus avoir le tour de France... »

Ciotti? Zemmour? Le Pen? Non, c'est Péresse, assurément en lice pour le record du nombre de clichés démagogiques énumérés en une seule phrase.



M. B.

Guerre d'Algérie : énième promesse d'ouverture des archives

La ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, a annoncé vendredi 10 décembre que les documents liés aux enquêtes judiciaires de gendarmerie et de police en rapport avec la guerre d'Algérie seraient accessibles au bout de soixante ans, au lieu de soixante-quinze ans. Le pouvoir s'enorgueillit ainsi d'un geste qui arrive avec quinze ans d'avance... ou plutôt avec soixante ans de retard.

Si Macron peut aujourd'hui prétendre donner accès « en avance » à ces archives, c'est aussi que les précédents gouvernements, ceux de gauche compris, ont soigneusement tenu le secret. Après avoir commencé par promettre l'ouverture des archives liées au massacre du 17 octobre 1961 à Paris, le gouvernement

Jospin, ministres écologistes et PCF compris, était même allé jusqu'à laisser sanctionner Brigitte Lainé et Philippe Grand. Les deux archivistes avaient pris la défense de l'historien Jean-Luc Einaudi, entraîné en justice par Maurice Papon pour avoir publiquement mis en cause sa responsabilité dans les massacres du

17 octobre 1961, alors qu'il était préfet de police.

Qu'est-ce qui sortira vraiment de l'arrêté promis cette fois-ci par le gouvernement ?

Des historiens pourront peut-être accéder à certains faits, certaines familles savent précisément ce qui est arrivé à leurs proches. Mais la vérité est connue depuis longtemps : la colonisation de l'Algérie a été sanglante dès son premier jour, en 1830 ; les atrocités de la guerre d'Algérie, la torture généralisée et les exécutions sans nombre commises par l'armée française sont de notoriété publique.

Sacha Kami

Guéant : de l'ombre... à la prison

L'incarcération à la prison de la Santé de Claude Guéant, ex-ministre de l'Intérieur de Sarkozy, ex-secrétaire général de l'Élysée, ex-préfet, a pu surprendre, tant il est inhabituel que des hommes munis d'un tel pedigree se retrouvent à faire de la prison.

Pour qu'un personnage comme Guéant finisse à l'ombre, il a fallu des années de procédures, des affronts aux juges trop grossiers de sa part et le lâchage en règle de son ex-patron, Nicolas Sarkozy. Guéant avait été condamné en 2017 à deux ans de prison avec sursis et 75 000 euros d'amendes pour détournement de fonds publics. L'ancien ministre avait utilisé les fonds spéciaux de Matignon pour arrondir ses fins de mois et arroser sa famille et ses proches. Il avait récupéré ainsi quelques centaines de milliers d'euros. Haut fonctionnaire et homme de l'ombre de Sarkozy, Guéant connaissait en détail les magouilles financières de son patron. Dans cette ambiance, il devait estimer trop dérisoire son salaire de base à 8 000 euros et parfaitement légitime de l'améliorer avec des fonds destinés à des opérations discrètes.

S'estimant victime d'un acharnement judiciaire,

Guéant n'a jamais payé son amende, à peine remboursé sa dette et se fait passer pour un malheureux ruiné qui ne survivrait que grâce à la bienveillance de ses proches. Mais le quasi-SDF Guéant mange encore dans des palaces et vit dans un bel appartement du très bourgeois 16^e arrondissement de Paris. Non sans raison, les juges ont eu le sentiment que Guéant se moquait d'eux et ont donc révoqué son sursis. Placé dans une cellule VIP, il est probable que Guéant n'y moisira pas neuf mois. Bon comédien, dans les traces de son camarade de parti, Patrick Balkany, Claude Guéant, 77 ans, se dit gravement malade et son avocat a déjà déposé une demande pour qu'il purge sa peine à domicile.

Tous ceux qui pont été condamnés à des mois de prison, parfois pour simple rébellion ou outrage à des forces de police, apprécieront.

Xavier Lachau

Ruissellement vers le haut

Lors d'une réunion du conseil régional des Hauts-de-France le 8 décembre, Cédric Brun, un élu salarié à Sevelnord, une usine du groupe PSA à Hourdain dans le Nord, a dénoncé l'aide de 35 millions d'euros versée à son patron pour la création d'une usine de batteries

alors qu'il n'y aura aucune création d'emplois, si ce n'est même des suppressions. La réponse de Xavier Bertrand, président de la Région, assumant son choix, montre qu'il est parfaitement au courant. Il est vrai que ce n'est pas la première fois qu'il dépense de l'argent

public sans aucun bénéfice pour l'emploi.

C'est bien la confirmation, si besoin était, que l'objectif réel des subventions est de transférer des fonds publics aux grandes sociétés pour garantir leur profitabilité aux actionnaires.

Inès Rabah



Nos lecteurs écrivent À Nantes, concert annulé, le retour de l'Inquisition ?

Rien ne nous préparait à une telle soirée. Mardi 7 décembre, l'organiste et chanteuse suédoise Anna Von Hausswolff était à Nantes pour un concert de son album instrumental. Pour cette tournée, elle avait décidé de jouer dans des églises en Europe. Tout le début de la tournée s'est bien passé, mais les catholiques intégristes de Nantes en ont décidé autrement.

Arrivés devant l'église où devait se tenir le concert, nous avons découvert ces extrémistes se tenant en rangs serrés devant les portes et nous empêchant d'entrer en récitant des psaumes en boucle. Selon leurs dires, l'artiste aurait des paroles

et une attitude « satanistes ». Ils n'ont bien sûr pas pris le temps de comprendre que le concert du soir aurait dû se faire uniquement à l'orgue ; sans paroles, donc.

Après quelques minutes d'attente devant l'église, réalisant que ces religieux restaient collés comme des berniques aux portes, sans intention de bouger, certains d'entre nous sont montés sur les marches en tentant de se frayer un chemin. Un fan a pris la parole, nous incitant à « dégager » ces culs-bénis ; après tout, nous étions plus nombreux qu'eux. Oui, mais voilà, nous avons été pris de court, sans organisation, alors que

parmi les obscurantistes d'en face se trouvaient quelques crânes rasés ayant visiblement envie d'en découdre. Un jeune intégriste nous a apostrophés : « Vous n'avez qu'à faire votre concert dans une mosquée, il paraît que les musulmans sont ouverts d'esprit. » Le ton était donné. La police était pourtant sur place. Avant l'heure du concert, plusieurs camions de CRS étaient là et ils auraient délogé quelques intégristes qui s'étaient introduits dans l'église. Après cet acte de bravoure incroyable, les CRS sont partis, laissant derrière eux une petite dizaine de policiers surveiller les lieux. À aucun moment ils



Les auditeurs du concert empêchés de rentrer dans l'église.

n'ont pris l'initiative de déloger les religieux pour nous permettre d'accéder au concert. Après 20 minutes, le couperet est tombé, le concert a été annulé. Les policiers n'ont rien fait, même quand la foule s'est échauffée après l'annonce. Plutôt que d'en venir aux mains

inutilement, nous avons pris le temps d'insulter copieusement les grenouilles de bénitier. Ces lèche-soutane, vociférant leurs « Sainte-Marie, mère de Dieu... » nous ont fait vivre ce soir-là une scène digne du temps de l'Inquisition.

Un lecteur nantais



**NATHALIE
ARTHAUD**

**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

**lutte
ouvrière**

À Montreuil : comment combattre l'extrême droite

Mercredi 8 décembre, une cinquantaine de personnes se sont réunies à Montreuil avec Nathalie, notre candidate à l'élection présidentielle.

Le fait d'être entre travailleurs du public, du privé, des transports, des hôpitaux, des banques, de la poste, du bâtiment, des agents de sécurité, des écoles, du spectacle, a permis de mesurer la généralisation des reculs des

conditions de travail, parce que les patrons ne pensent qu'à faire du profit. Mais aussi que les travailleurs constituent une force, car ils font tout tourner et pourraient diriger la société beaucoup mieux que le grand patronat, sans être obnubilés par le profit.

L'inquiétude face à l'extrême droite, de Zemmour à Le Pen, s'est exprimée, ainsi que les questions sur comment les combattre. Il ne

s'agit pas de se ranger derrière Macron ou la droite, mais de défendre l'idée que les ennemis ce sont les capitalistes, et non les migrants et les travailleurs étrangers. L'idée qu'on est plus fort si on se bat ensemble, quelle que soit notre nationalité et notre couleur de peau, et qu'on est internationaliste parce que le combat contre le capitalisme se mène à l'échelle de la planète, a été réaffirmée avec force.

Enfin, le débat a porté sur les luttes dans les Antilles. Si celles-ci ont de quoi rendre enthousiastes, Nathalie a rappelé que, pour que les prochaines luttes aillent au bout de leurs possibilités, il faut s'y préparer « *en défendant dès aujourd'hui un programme de revendications, un programme qui servira quand la combativité ouvrière remontera. Et c'est le sens de ma candidature.* »

À Lyon : "une même classe ouvrière"

Lors d'un passage à Lyon, Nathalie a rencontré des jeunes travailleurs, dont plusieurs venus d'Afrique.

Face à la montée du racisme, l'un a raconté : « *Dans mon entreprise, c'est multiculturel. Il y a des personnes qui viennent de partout, des Portugais, des gars d'Afrique, du Brésil, d'Europe... Sans les immigrés la boîte s'écroulerait.* » Contre l'influence de Zemmour, un jeune Africain a dit : « *Il fait du buzz mais, derrière, il y a Bolloré.* » Un autre ajoutant : « *Pour Bolloré, pas besoin de visa ni de titre de séjour, il prend son*

jet privé et va en Afrique pour exploiter les gens. »

Pour ces jeunes, le rôle de la classe ouvrière est évident : « *Le patron, il a plus besoin de nous que nous de lui. On est le portefeuille de l'entreprise.* » Apprentis, plusieurs connaissent déjà l'exploitation. Alors qu'il apprenait le français, un participant avait réfléchi aux mots : « *L'apprentissage, c'est pour apprendre, ce n'est pas pour produire.* »

Le chômage, la précarité, les problèmes de papiers, les divisions qu'entretiennent les patrons et le gouvernement ont nourri une discussion vivante. Les violences que peut engendrer le racisme sont dans les têtes. Ayant vécu dans son pays l'opposition entretenue entre les Malinké et les Peuls, un jeune Guinéen concluait : « *C'est une réalité qui peut venir ici.* »



Avec des travailleurs de l'hôpital Saint-Antoine

Accompagnée d'une équipe de TF1, Nathalie Arthaud a rencontré un groupe de travailleurs de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, afin de débattre de leurs problèmes et de leurs conditions de travail.

« *Le Ségur de la santé a noyé le poisson. On n'a parlé que des salaires, mais ce n'était pas le seul problème. Les hôpitaux sont désertés et du coup les conditions de travail empirent. Il faudrait des renforts. Aujourd'hui on ne s'occupe plus des gens, c'est l'usine,* » a commencé un infirmier.

Un autre point de vue s'est exprimé : « *Le Ségur n'a pas parlé salaires, il a parlé primes. Pour que les soignants ne désertent pas l'hôpital, ne partent pas en libéral, il faut de bons salaires.* » Puis d'autres ont

dénoncé : « *Avec le Ségur, on a eu un peu plus de sous, mais comme on est moins nombreux, ça ne coûte pas très cher. D'ailleurs le gouvernement donne 100 milliards au patronat sur un an pour compenser la crise du Covid, et 19 milliards aux hôpitaux du pays sur dix ans : tout est dit!* »

D'autres témoignages ont insisté sur la perte de sens d'un métier où l'on s'engage à l'origine pour soulager les souffrances, sur l'impossibilité de faire face à toutes les tâches, quand on se retrouve en sous-effectif, et

de répondre avec humanité aux besoins des patients, aux inquiétudes des familles.

Nathalie Arthaud a souligné que la crise sanitaire avait montré le rôle essentiel des travailleurs dans la société : « *La conscience professionnelle, elle est dans la classe ouvrière, pas dans les dirigeants. L'utilité sociale, elle est dans la classe ouvrière, pas dans le patronat. Le problème est dans l'organisation sociale, car toute la société évolue en fonction du profit.* »

« *Ma candidature, a-t-elle conclu, dit "ça suffit" à une société qui veut que les travailleurs prennent moins de place, se fassent tout petits.* »

Leur démocratie et leur égalité

Le CSA a donné les chiffres des durées d'intervention des candidats à la présidentielle sur les plateaux télé et radio. « Égalité » est une devise inscrite sur les bâtiments publics, et pourtant...

En septembre, le champion des plateaux, publics et privés, était le candidat pas encore déclaré Macron, avec 48 heures 21 minutes, suivi de Zemmour avec 19 heures 45 minutes. En octobre, c'est toujours Macron qui a tenu la corde, avec 29 heures 21 minutes, talonné par Zemmour 22 heures 31 minutes.

Nathalie Arthaud, elle, n'aura eu que 43 minutes

Réunions publiques

Dieppe

Jeudi 6 janvier, 18 heures
Salle annexe de la Mairie

Charleville-Mézières

Samedi 8 janvier, 16 heures
Salle Arc-en-Ciel

Troyes

Mercredi 12 janvier, 19 heures
Hôtel du Petit-Louvre

Poitiers

Vendredi 14 janvier, 20 heures
Salle Timbaud

Limoges

Samedi 15 janvier, 16 heures
Salle Jean-Pierre Timbaud

Fête de Fourmies

Dimanche 16 janvier, à partir de 11 heures
Espace Mandela



Retrouvez les éditoriaux en vidéo de Nathalie Arthaud

Pôle emploi: chasse aux chômeurs renforcée

Le directeur de Pôle emploi vient d'annoncer une nouvelle chasse aux chômeurs. 250 000 inscrits à Pôle emploi vont être contrôlés dans les six prochains mois.

Il y a des métiers « en tension », dit le gouvernement : dans l'hôtellerie, la restauration ou le bâtiment. Et une petite musique a laissé croire que, du coup, les salaires allaient y augmenter pour attirer les travailleurs. Des rencontres entre syndicats et patronat ont été largement mises en vedette dans les médias. Elles n'ont abouti à rien. En revanche, les menaces du gouvernement envers les chômeurs n'ont pas tardé. Il y a quelques semaines, Macron a réclamé un renforcement du contrôle des chômeurs. Puis, la ministre du Travail, Elisabeth Borne, a immédiatement exigé que les contrôles soient augmentés de 25 %. Et le directeur de Pôle emploi a mis cela à exécution.

D'habitude, Pôle emploi ne déclenche ses contrôles que lorsqu'un chômeur n'a pas justifié d'une « recherche active » lors des douze derniers mois. Désormais, les chômeurs seront contrôlés au bout de trois mois. Les contrôles concerneront les chômeurs

qui recherchent un travail dans des métiers en tension, mais aussi ceux qui auront été signalés par une agence pour une raison ou pour une autre, ou encore n'importe quel chômeur, de façon aléatoire.

Plutôt que de trouver du travail, des centaines de milliers d'inscrits à Pôle emploi risquent surtout d'être radiés et de perdre leur allocation. Et puis le gouvernement et le patronat veulent aussi mettre la pression sur les chômeurs, pour les contraindre à accepter les bas salaires et les conditions patronales.

Le dirigeant du Medef, Roux de Bézieux, a déclaré que, pour trouver des salariés, « beaucoup d'entreprises augmenteront leurs salaires en 2022 ». C'est de la poudre aux yeux. Le grand patronat ne veut pas augmenter les salaires. Le gouvernement le sait bien. C'est pour cela qu'il ne donnera pas de coup de pouce au smic. Et dans la fonction publique où il est lui-même patron, il a annoncé que les salaires des fonctionnaires resteront au plancher.

Pour un emploi et un salaire qui permettent à tous de vivre dignement, les chômeurs et les travailleurs n'auront pas d'autre choix que de compter sur leurs propres luttes.

Pierre Royan



Aides: toujours plus pour les capitalistes

Le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures d'aide aux entreprises, pour leur permettre, dit-il, de surmonter la hausse du prix des matières premières et la pénurie de composants électroniques. La politique du « quoi qu'il en coûte » continue au profit des capitalistes, pendant que les travailleurs, eux, doivent se débrouiller comme ils peuvent face à la hausse des prix, des loyers ou de l'énergie.

Les prêts garantis par l'État seront ainsi prolongés jusqu'en juin 2022, tout comme les avances remboursables et les prêts à taux bonifiés, avec des conditions assouplies. L'avance remboursable sera désormais cumulable avec un prêt garanti par l'État ou un prêt à taux bonifié, ce qui est une nouveauté. Une enveloppe de 700 millions d'euros est prévue pour d'autres prêts, remboursables sur dix ans.

Le ministère des Fi-

nances précise que ces mesures seront surtout destinées à l'automobile, à la métallurgie, à l'électronique et au bâtiment, mais pas uniquement. Ce sont donc les grands groupes industriels qui en profiteront en priorité. Ces groupes, Renault, Stellantis, Arcelor, suppriment à tour de bras des emplois, licencient les intérimaires, aggravent les conditions de travail, avec la complicité du gouvernement. Ce sont eux qui vont

être arrosés encore et toujours plus d'argent public, pour permettre à leurs actionnaires de « passer le cap de la reprise », comme dit le ministère des Finances, sans prendre sur leurs profits accumulés.

La direction générale du Trésor estimait en avril dernier que 206 milliards d'euros avaient été dépensés depuis le début de la crise sanitaire pour aider ainsi les entreprises, et surtout leurs actionnaires. Ces milliards, prélevés sur les impôts payés par les travailleurs, manquent chaque jour davantage pour les hôpitaux, les écoles et pour venir au secours de tous ceux que le grand patronat laisse sans ressources.

Daniel Mescla



Électricité: subventions pour les distributeurs-arnaqueurs

Un amendement à la loi de finance 2022 doit être déposé et examiné au Parlement les 16 et 17 décembre, sous prétexte de réduire les factures d'électricité en limitant la hausse à 4 % comme annoncé par Castex.

En même temps, il est annoncé que cette limitation doit prendre fin en 2023 et que les ménages seraient ensuite obligés de rembourser le « manque à gagner » des producteurs et distributeurs d'électricité. Les particuliers ne gagneraient donc rien, le prétendu cadeau n'étant qu'un délai de paiement!

Mais au cas où cela ne suffirait pas, d'autres mesures sont envisagées en faveur des distributeurs dits alternatifs (alternatifs par rapport à EDF). Actuellement, EDF est obligée de vendre le quart de sa production d'origine nucléaire, soit 100 térawattheures par an, au prix bradé de 42 euros le mégawattheure, alors que le tarif du marché atteint en ce moment le record de 220 euros. Les alternatifs achètent donc à EDF cinq fois moins cher que le prix du marché actuel et ils revendent en faisant une marge. L'affaire est tellement lucrative que les alternatifs sont de plus en plus nombreux: ils sont maintenant 40 (il y en a aussi pour le gaz) dont l'écrasante majorité ne produisent pas le moindre électron. Ils se contentent d'acheter et de revendre.

Seulement la bousculade des alternatifs pour obtenir cette électricité très bon marché a entraîné que les 100 térawattheures ne suffisent plus, il en faudrait

environ 150. Et pour le moment les alternatifs sont bien obligés d'acheter ce qui leur manque au prix du marché. Et là c'est la catastrophe, car ils doivent ensuite vendre à leurs clients le courant au tarif, relativement favorable, des contrats qu'ils ont négociés avec eux. Les voilà donc obligés de vendre à perte!

L'un d'eux, Hydroption, vient de faire faillite, Énergie Leclerc cesse ses offres, et plusieurs alternatifs sont au bord de la faillite. Mais, bien que la libre concurrence soit constamment évoquée, il n'est pas question de laisser tomber les alternatifs en difficulté, sinon ces prétendus concurrents risquent de disparaître, ne laissant plus qu'EDF et deux ou trois autres.

L'amendement permettrait d'augmenter la part du nucléaire vendu à bas prix au détriment d'EDF (mais il faut l'accord de la Commission européenne) et de mettre en place un mécanisme de compensation pour les fournisseurs alternatifs, autrement dit de les subventionner.

Ainsi les alternatifs créés de toutes pièces, ne produisant rien, mais spéculant et « distribuant » ce qu'ils n'ont pas produit, seraient aidés grâce à l'argent des contribuables. Leur arnaque aurait ainsi fonctionné à fond!

André Victor

Guadeloupe : la paix armée

La levée des barrages de la révolte sociale a été achevée, il y a une dizaine de jours, par une armada policière, après trois semaines de blocage de l'île. Puis, une timide ouverture de discussions s'est mise en place entre le collectif des organisations syndicales et politiques en lutte et les élus locaux.

Vendredi 10 décembre, après quinze heures de discussions, un protocole « d'accord de méthode » a été signé par les deux parties. En fait, il s'agit pour l'essentiel de la plate-forme de revendications du collectif. On sait que l'État demandait au collectif par la bouche de Lecornu, ministre de l'Outre-mer, qu'il « condamne les violences » avant d'assurer sa présence. Mardi 14 décembre, l'État était bel et bien absent à la table des discussions prévues à l'université

de Fouillole. La délégation des élus locaux a alors refusé de poursuivre les discussions et a quitté la salle de réunion.

Autre mépris jeté à la face des élus, et donc de la population locale, ces derniers jours : le refus du préfet de rencontrer le président de région, Ary Chalus, à sa demande « car le ministre ne m'y a pas autorisé » aurait dit le préfet. Le reproche que l'on peut faire à Chalus est de ne pas avoir fait un vrai scandale de cette réponse, de ne pas

avoir élevé le ton de manière à se faire entendre de toute l'île et même de l'Hexagone. Cette réponse digne d'un gouverneur des colonies est une vraie insulte.

Voilà donc dans quelle ambiance vont continuer les discussions d'avant négociation, mardi 14 décembre. Le collectif a lancé un appel à tous pour venir soutenir la délégation à l'université de Fouillole, dans les locaux de la fac de droit. Déjà, vendredi dernier, plusieurs centaines de militants et sympathisants étaient présents.

Samedi matin 11 décembre, environ 500 personnes ont défilé en soutien au collectif avec les « groupes à po » des quartiers de



Les Abymes, le 10 décembre.

Pointe-à-Pitre. Car, malgré l'ambiance de fête de Noël, il s'agit de rappeler à tous que la lutte continue pour obtenir satisfaction sur la levée de toutes les sanctions à l'encontre des personnels qui refusent la vaccination, sur l'amélioration notable du réseau d'eau courante et potable, sur l'augmentation des salaires notamment et sur toute une série de revendications sociales

sorties de la révolte populaire. Les grévistes du secteur de la santé et assimilés, ceux d'ArcelorMittal ne désarment pas. Nombreux sont ceux qui pensent et disent que seul un rapport de force encore plus important des travailleurs et de la population permettra de faire ravalier son mépris au gouvernement et au grand patronat.

Pierre Jean-Christophe



Le 12 décembre.

Martinique : manifestations dans des hypermarchés

Après la révolte sociale, les discussions par « atelier » se poursuivent. Elles se déroulent entre le préfet de région et l'intersyndicale, suite à la signature d'un « accord de méthode » et après la levée des barrages populaires par les forces de police.

La mobilisation autour des revendications avancées lors de la révolte se poursuit sous diverses formes

Les manifestants sont contre l'obligation vaccinale et pour la réintégration de tous les suspendus, mais aussi contre la vie chère, pour des emplois pérennes, ainsi que pour d'autres revendications populaires.

Mardi 7 décembre au matin, à la veille de l'atelier sur la vie chère, ils ont décidé en particulier de porter la mobilisation au sein de certains hypermarchés de l'île. Plusieurs dizaines d'entre eux, porte-voix en tête et drapeaux déployés, ont pénétré dans l'hypermarché Leclerc de la place d'Armes, au Lamentin. Ils

s'adressaient aux clients et aussi aux salariés en clamant leurs slogans : « Non à l'obligation vaccinale », mais aussi « Baissez les prix, augmentez les salaires ». Après avoir obtenu la présence du directeur, la représentante de l'intersyndicale lui a indiqué que les manifestants avaient les patrons de la grande distribution à l'œil, car ils les tenaient pour responsables de la cherté de la vie. Une courte prise de parole en direction des salariés a également eu lieu. Puis les manifestants

sont repartis en direction d'un autre hypermarché. Le lendemain, ils ont renouvelé la même opération sur des grandes surfaces dans la commune de Trinité. Dimanche 12 décembre, d'autres actions du même type étaient programmées.

Une bonne façon pour les grévistes de la santé et tous ceux qui soutiennent ce mouvement populaire de garder le moral et de montrer qu'ils ne baissent pas les bras, malgré les entourloupes du pouvoir.

Marianne Tibus

Nouvelle-Calédonie : la situation coloniale demeure

Si Macron s'est félicité de la victoire du non à l'indépendance dimanche 12 décembre, le scrutin a surtout été marqué par une abstention de 56 %, démontrant que l'appel à l'abstention des indépendantistes kanak a été largement suivi par leur communauté.

Malgré les demandes de report du référendum par les Kanak, pour cause de pandémie et de deuil dans les familles, le gouvernement a voulu en maintenir la date, pressé qu'il était d'en finir avec ces scrutins et escomptant une victoire du non. Il entérine donc le rejet de l'indépendance sans que les principaux concernés ne se soient exprimés. Dans la province des Îles, où ne vivent que des Kanak, la

participation a été de 4 % et dans celle du Nord, elle a été de 16 %. Elle n'a été élevée, à 60 %, que dans la province Sud, celle de Nouméa « la Blanche », en majorité peuplée par les Caldoches, descendants des colons, et par ceux qui sont plus récemment venus de métropole, où le non à l'indépendance a fait presque autant de voix qu'en octobre dernier lors du deuxième référendum.

Cette profonde division

entre communautés est en Nouvelle-Calédonie l'héritage de 168 ans de domination coloniale. Sur ces terres, c'est la bourgeoisie française et caldoche, habitant essentiellement dans le Sud, qui s'approprie l'essentiel des richesses, réservant aux travailleurs chômage et bas salaires, encore plus quand ils sont kanak ou des îles voisines du Pacifique. Ainsi, 20 % des 270 000 habitants vivent sous le seuil de pauvreté, parmi lesquels 70 % sont kanak, une fracture qui est allée en s'aggravant ces dernières années. En 2020, 3 000 travailleurs, pour beaucoup des jeunes et des Kanak, ont perdu leur emploi, faisant monter la

proportion officielle de chômeurs à plus de 13 %, dont sept sur dix sont kanak. Et pour ceux qui ont un travail, la vie est dure. Le salaire minimum est plus de 20 % inférieur à celui de France alors que les prix sont plus élevés de 33 %, et jusqu'à 73 % pour l'alimentaire.

Aussi, quand Macron a déclaré dimanche 12 décembre que « ce soir, la France est plus belle car la Nouvelle-Calédonie a décidé d'y rester », il a réagi à la fois en responsable de l'impérialisme français, satisfait de pouvoir réaffirmer sans difficulté sa présence dans cette région du monde, et en politicien, content d'afficher une victoire. Et quand il a

dit que « la majorité des Calédoniennes et Calédoniens ont choisi de rester français », « librement », ignorant délibérément les Kanak, il a affiché son mépris à la fois social et colonial.

Dans les mois qui viennent, l'État français va engager avec les partis nationalistes kanak et les partis loyalistes caldoches des pourparlers sur l'avenir des institutions de l'archipel.

Ces discussions ne changeront en rien la domination de la bourgeoisie française et caldoche en Nouvelle-Calédonie, mais occuperont nombre de politiciens de toutes les communautés.

Serge Benham

États-Unis: les droits des femmes attaqués

Coup sur coup, une loi de l'État du Texas et une de l'État du Mississippi viennent remettre en cause le droit à l'avortement. Elles sont contestées devant la Cour suprême. Si cette institution rend, dans environ six mois, une décision contentant les réactionnaires, au moins la moitié des États américains pourraient à leur tour interdire l'avortement.

En 1973, aux côtés du mouvement contre la guerre du Vietnam et de la révolte des ghettos noirs, un grand mouvement pour le droit des femmes avait bousculé les fondements réactionnaires de l'Amérique bourgeoise. Et la Cour suprême avait affirmé le droit à l'avortement. Il s'appliquait à tout le territoire américain.

Les juges de la Cour suprême de l'époque n'étaient pas spécialement progressistes: cinq de ceux qui avaient voté en faveur de l'avortement libre avaient été nommés par des présidents républicains, et un des deux qui avaient voté contre

par un président démocrate. Ils ne faisaient qu'habiller juridiquement un progrès conquis par les femmes en lutte qui prenaient enfin, selon le mot d'une féministe du début du 20^e siècle, «*la possession et le contrôle de leur propre corps, sans lesquels aucune femme ne peut être libre*».

Mais dès le milieu des années 1970, marquées par la crise économique et le chômage, une reprise en main par l'État réprima le mouvement noir radical. Le mouvement féministe aussi fut affaibli. Les courants de la droite religieuse, eux, reprenaient l'offensive pour

pousser les élus à limiter ce nouveau droit à l'avortement.

Très vite, dans 46 des 50 États américains, les cliniques et les médecins purent refuser de pratiquer des avortements, au nom de croyances religieuses. De plus, de véritables terroristes firent sauter des cliniques, tuant ou blessant des médecins et des infirmières pratiquant des avortements. C'est ainsi que le droit à l'avortement a été concrètement nié à de nombreuses femmes, qui n'ont pas eu accès à une clinique dans le comté ou l'État où elles habitaient.

Puis, en 1977, un amendement voté par un Congrès à majorité démocrate refusa que l'assurance maladie pour pauvres, Medicaid, rembourse les avortements. Les femmes pauvres, dont 300 000 par an bénéficiaient de la gratuité de l'avortement, se voyaient exclues de cette possibilité. Très vite

on enregistra des décès de femmes essayant d'avorter par elles-mêmes.

À présent, la nouvelle loi du Mississippi interdit l'avortement même en cas de viol et d'inceste. Celle du Texas l'interdit dès le premier battement de cellule cardiaque de l'embryon, environ six semaines après la conception, alors que bien des femmes ignorent encore qu'elles sont enceintes. Elle permet à n'importe qui de faire un procès à ceux, médecins, ambulanciers, amies, etc., qui apporteraient une aide aux femmes avortant hors délais, et d'en faire supporter les frais de justice aux accusés.

Le Parti démocrate et son président Biden, catholique pratiquant affirmant être personnellement opposé à l'avortement, tout en disant ne pas vouloir remettre en cause ce droit, prétendent qu'il dépend d'une décision des neuf juges de la Cour suprême.

Pourtant, 75 % de la population américaine pensent que les autorités n'ont pas à se mêler d'une décision intime, que les femmes prennent avec leur médecin. Les droits des femmes ne peuvent être défendus que comme ils ont été obtenus: par la lutte.

Lucien Détroit

Création d'un syndicat chez Starbucks

Des travailleurs de la chaîne de cafés Starbucks ont réussi pour la première fois à créer un syndicat à Buffalo, dans l'État de New York, aux États-Unis.



La joie des salariés de Starbucks.

Fondée en 1971, la chaîne compte quelque 9 000 cafés dans le pays, et la direction était parvenue jusqu'à présent à y empêcher toute présence syndicale. Elle explique sans rire que ses salariés, qu'elle appelle ses «*partenaires*», ont d'excellents salaires et prestations sociales, et qu'ils n'ont pas besoin de syndicat. En réalité, l'entreprise mène une guerre sans merci aux salariés qui tentent de s'organiser.

Aux États-Unis, la constitution d'un syndicat dans une entreprise est une procédure longue et complexe, incluant un vote majoritaire à bulletins secrets des salariés concernés, sous l'égide des autorités. Un succès local peut faire tache d'huile, et à l'inverse un échec peut décourager d'autres travailleurs. C'est pourquoi, en avril

dernier, Amazon avait consacré des moyens considérables pour faire échouer la création d'un syndicat dans un entrepôt à Bessemer, dans l'Alabama.

En août dernier, 50 salariés de trois boutiques Starbucks de Buffalo se sont lancés dans la procédure. La direction a dépêché des cadres pour convaincre les employés de se passer de syndicat. Les cadres ont même payé de leur personne en nettoyant les toilettes des boutiques concernées, etc. En novembre, l'entreprise a aussi annoncé des augmentations de salaire. En vain. Le syndicat a été créé.

Ce succès, aussi limité soit-il, est aux États-Unis une petite victoire pour tous ceux qui veulent défendre leurs intérêts collectifs.

M.B.

Tués par une tornade... et par Amazon

Au moins 88 personnes ont été tuées par les tornades qui ont frappé le centre-est des États-Unis, les 10 et 11 décembre. Parmi elles, au moins six personnes sont mortes dans l'effondrement d'un entrepôt Amazon à Edwardsville, dans l'Illinois.

«*Une fois de plus, a déclaré le syndicat RWDSU, Amazon a fait passer ses résultats avant la vie de ses employés. Exiger de ses employés qu'ils travaillent pendant une alerte à la tornade aussi importante que celle-ci est inexcusable.*»

À Edwardsville, les services météorologiques ont alerté les habitants par message un peu moins d'une heure avant que la tornade

ne frappe à 20h33. Amazon a interdit à ses employés d'utiliser leur téléphone portable au travail, afin d'accroître leur productivité. Cette règle avait été levée au début de la pandémie, mais elle a été progressivement réintroduite localement. Le chef de la police d'Edwardsville a par ailleurs expliqué que les secours avaient été entravés par le fait que les autorités n'ont pu

savoir combien de personnes étaient dans l'entrepôt au moment de l'accident. Dans cette région, les entreprises sont censées avoir des abris contre les tempêtes, et faire régulièrement des exercices d'évacuation. Or régulièrement Amazon foule aux pieds les règles élémentaires de sécurité, par exemple en temps de canicule ou face à la pandémie. En septembre, pendant la tempête tropicale Ida, qui a tué 14 personnes dans l'État de New York, Amazon avait continué à faire travailler les salariés.

Michel Bondelet



Une partie de l'entrepôt Amazon détruite par la tornade.

Afghanistan : un embargo criminel

L'Afghanistan subit une crise alimentaire grave, qui menace 23 millions de personnes sur 38 millions d'habitants.

Toutes les raisons, politiques, sociales et météorologiques, s'ajoutent pour créer ce chaos. La production agricole afghane est en chute à cause des effets cumulés des sécheresses de plus en plus graves et de décennies de guerre qui ont détruit les infrastructures et déstabilisé les marchés. Dans certaines régions, la culture du pavot, dont on extrait l'opium, a remplacé le blé car elle consomme moins d'eau et rapporte davantage. Les importations de céréales et l'aide alimentaire internationale ont été stoppées depuis

l'arrivée au pouvoir des talibans en août dernier.

Les 9,5 milliards de dollars de fonds de la banque centrale afghane sont bloqués par les États-Unis. Cela prive le nouveau régime des moyens pour acheter de la nourriture et cela provoque une pénurie générale d'argent liquide, qui alimente l'inflation. Même les dons de l'aide internationale ou les crédits de l'Unicef ou d'autres associations ne peuvent arriver jusqu'en Afghanistan, car tous les transferts de fonds sont bloqués. Les militaires,

les fonctionnaires de l'ancien pouvoir, les enseignants n'ont pas été payés depuis trois mois. Des dizaines de milliers de femmes ont été interdites d'emploi, privant leur famille d'un salaire indispensable. Les hôpitaux sont en ruine, car ils n'ont pas d'argent pour payer l'électricité et les salaires du personnel et manquent de médicaments.

Dans plusieurs régions, y compris à Kaboul, la pauvreté est en train d'engloutir le pays. Des reportages insoutenables montrent l'agonie des enfants et le désespoir des parents: «*J'ai vendu ma fille [en vue d'un mariage] parce que nous avons faim et que nous avons des dettes. Je*



Une distribution d'aide alimentaire en Afghanistan.

l'ai fait parce que je n'avais pas le choix», a expliqué une mère.

Selon le Programme alimentaire des Nations unies, il suffirait de quelques centaines de millions de dollars

pour nourrir les gens dans les prochains mois. Cette somme est à comparer aux 400 millions de dollars destinés à l'Afghanistan et bloqués par le FMI.

Xavier Lachau

Honduras : la gauche remporte l'élection présidentielle

Dimanche 28 novembre au Honduras, la candidate de gauche Xiomara Castro a remporté l'élection présidentielle avec 52 % des suffrages, contre 35 % au candidat de droite, Nasry Asfura, du Parti national qui régnait sur ce pays depuis douze ans.



Un militaire lors de la préparation des urnes, le 23 novembre à Tegucigalpa, la capitale.

Avant même que tous les résultats soient connus, le candidat de droite a reconnu sa défaite et les dirigeants des États-Unis ont reconnu que les élections s'étaient bien passées. Cela contraste avec le fait qu'il y a douze ans un coup d'État téléguidé par les États-Unis avait écarté le candidat de gauche, Manuel Zelaya. Selon eux, celui-ci était alors trop proche d'Hugo Chavez.

La nouvelle élue est la compagne de Manuel Zelaya. En 2009, tandis que celui-ci était poussé par les

putschistes dans un avion pour être envoyé en exil au Costa Rica, elle avait pris la tête de la protestation populaire contre le putsch qui rappelait comment, bien souvent dans le passé, les États-Unis et la CIA avait fait et défait un président pour en imposer un à leur botte. Elle n'a cessé depuis de faire campagne contre la droite.

Les dix mois de la campagne électorale ayant été marqués par une trentaine d'assassinats politiques, les électeurs de gauche craignaient qu'au dernier

moment on assiste, comme en 2017, à un retournement inopiné des résultats, sorte de putsch électoral qui avait permis à la droite de garder le pouvoir.

Les douze années de règne de la droite sur ce pays de 9 millions d'habitants ont été marquées par une corruption de plus en plus visible et des liens renforcés avec les narcotrafiquants, que Xiomara Castro a dénoncés tout au long de sa campagne. Le président sortant, Juan Orlando Hernandez, JOH, était si proche des cartels de la drogue que même Washington avait fini par qualifier le Honduras de «narco-État».

Au pouvoir, la droite a tout fait pour empêcher qu'on s'attaque à la pauvreté et à la corruption des classes dirigeantes, qui ont alimenté le poids des gangs et la violence dans ce pays et provoqué les vagues de dizaines de milliers de personnes voulant fuir la misère et l'absence de perspectives en prenant la route des États-Unis, perçus comme un Eldorado. Un scandale a marqué ceux qui se sont ralliés à la candidature de Mme Castro : celui de la surfacturation lors de l'achat de sept hôpitaux de campagne, destinés à lutter contre le coronavirus, et qui se sont révélés être en très mauvais état.

La gauche remporte donc

Démocratie à la sauce Biden

Les 9 et 10 décembre, le président américain, Joe Biden, a réuni un « sommet pour la démocratie » avec quelque 110 pays et territoires.

Parmi les chefs de gouvernement qui avaient été conviés se trouvait Bolsonaro, le président brésilien d'extrême droite, grand démocrate comme chacun sait. Parmi les intervenants, figurait également le président philippin, Duterte. Au nom de la « guerre contre la drogue », celui-ci a pourtant demandé à la police de procéder à des exécutions, et des centaines de personnes, dont le principal tort était d'être pauvres, ont été tuées. Des militants philippins ont également été liquidés. Et,

en guise de réponse au Covid, Duterte avait autorisé la police à tirer à vue sur ceux qui contrevenaient au confinement.

En revanche, la Chine et la Russie n'étaient pas conviées, au motif que ce sont des régimes dictatoriaux. En réalité, leur principal tort aux yeux de Biden est qu'ils ne sont pas des alliés de l'impérialisme américain. Croisade du « monde libre » contre l'« Empire du mal » : Biden utilise les ficelles les plus usées de la guerre froide.

M. B.

la présidence, mais aussi les élections législatives et les municipales qui avaient lieu en même temps. La droite dénonce déjà la nouvelle élue comme « communiste » Mais, pour l'emporter, celle-ci a dû élargir ses soutiens, obtenant notamment l'appui de milieux d'affaires. Elle a certes promis de mettre un terme aux « zedes », des zones d'emploi et de développement économique à la fiscalité et aux contraintes juridiques allégées. Celles-ci, qui ont surtout bénéficié aux narcotrafiquants, pourraient encore séduire des patrons plus traditionnels. Et la présidente

pourra difficilement compenser ses éventuels reculs avec des réformes comme le droit à l'avortement, inexistant au Honduras, ou le mariage pour tous, car la droite a verrouillé les procédures pour de telles réformes.

Le succès électoral de Xiomara Castro ne suffira pas pour que les choses changent vraiment. Les verrous mis en place par les possédants rendent la vie des classes laborieuses insupportable et, pour les faire sauter, il faudra de grandes mobilisations populaires.

Jacques Fontenoy

Birmanie : la population face à la crise et à la répression

Après le coup d'État du 1^{er} février 2021, la junte au pouvoir avait arrêté et maintenu en résidence surveillée Aung San Suu Kyi, l'ancienne dirigeante âgée de 76 ans avec qui elle partageait jusqu'alors le pouvoir. Un tribunal vient de la condamner.

Les quatre ans de prison prononcés, ont été réduits à deux ans par le chef de la junte militaire, pour incitation à des troubles publics et violations de règles sanitaires liées au Covid-19.

L'ancien président Win Myint a écopé de la même peine. Aung San Suu Kyi est sous la menace d'autres accusations pouvant lui valoir jusqu'à 104 années de prison.

Cette parodie de justice militaire était destinée à écarter de la vie politique la dirigeante du parti qui venait de remporter les élections.

Cette décision ne permet toutefois pas d'augurer de l'avenir d'Aung San Suu Kyi, qui fut mise en résidence surveillée de 1990 à 2010, avant d'être appelée au pouvoir par la junte en 2016. Elle promit alors à l'armée l'impunité pour ses crimes passés, servit de vitrine pour l'arrivée du capital étranger, qui investissait massivement dans

l'exploitation de la main-d'œuvre birmane. Elle assumait totalement la répression génocidaire de la minorité ethnique des Rohingyas, dont un million durent fuir au Bangladesh voisin dans des conditions terribles en 2017-2018.

Mais la principale victime de la dictature sanglante qui sévit depuis dix mois en Birmanie est la classe ouvrière et la population birmane. Selon un rapport de l'ONU de novembre, « les effets combinés de la pandémie de Covid-19 et de la prise de contrôle militaire ont plongé le Myanmar [Birmanie] dans une spirale descendante vers la pauvreté ». Près de la moitié des plus de 54 millions d'habitants du pays devraient être comptabilisés comme pauvres d'ici le début de l'année prochaine, douze millions de plus qu'avant le coup d'État.

Dans les zones urbaines et industrialisées, la pauvreté est en train de tripler. De nombreuses usines ont

fermé, les salaires sont en baisse partout. Dans les régions rurales, déjà les plus défavorisées, la pauvreté touche maintenant les deux tiers de la population.

La férocité de la répression est l'autre volet de l'enfer quotidien de la population birmane. Selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques, qui recense quotidiennement ses victimes, au 7 décembre 1 305 opposants avaient été tués par la junte, 7 823 étaient en détention. L'armée birmane tue, bombarde, incendie, viole, torture la population. Plus de cent enfants ont été tués, comme ce garçon de 6 ans, abattu sur les genoux de son père quand l'armée a fait irruption dans sa maison.

Malgré la violence de la répression, les opposants au régime continuent de se manifester. Ainsi, dimanche 5 décembre, les cinq victimes d'un quartier de Yangon manifestaient avec des fleurs et des banderoles contre la venue du chef de la junte, Min Aung Hlaing, quand elles ont été écrasées par un véhicule militaire.

Nombre d'opposants et de jeunes ont rallié des



Manifestation contre le coup d'État, le 8 février 2021.

groupes armés dans divers points du pays et parviennent à infliger des revers à l'armée birmane.

D'après les rares témoignages de syndicalistes, la classe ouvrière, jeune et très féminine particulièrement dans le textile, a joué un rôle important dans les réactions au coup d'État de février. Depuis, 250 000 ouvriers du secteur textile ont perdu leur emploi. Dans les usines restantes, le mouvement ouvrier a largement accusé le coup de la répression, les militants étant contraints de se cacher.

Dans les quartiers ouvriers sous loi martiale, pour se rendre au travail les femmes doivent franchir les postes de contrôle militaires. Certaines se voient extorquer des pots-de-vin ou sont harcelées verbalement

et sexuellement.

Au mois de novembre encore, dans une usine Gasan Apparel, qui fournit entre autres la firme Mango, les ouvriers ont fait une semaine de grève contre la réduction des salaires et de la protection sociale. Les forces de sécurité ont été appelées par la direction de l'usine.

Quatre jours plus tard, un responsable des ressources humaines d'une usine voisine a été abattu en représailles. Un groupe baptisé Yangon Eagle en a revendiqué l'assassinat sur Facebook, l'accusant d'avoir dénoncé les travailleurs.

Les travailleurs birmans ont face à eux une caste militaire qui est aussi le bras armé d'un grand capital assoiffé de plus-value.

Christian Bernac

Rohingya : l'enfer des camps

Courant décembre, bulldozers et forces armées à l'appui, les autorités du Bangladesh ont brutalement détruit des centaines de petites échoppes à l'intérieur des camps où survivent dans des conditions effroyables plusieurs centaines de milliers de Rohingyas. Ceux-ci s'y sont réfugiés après avoir fui les exactions et les massacres du pouvoir birman qui se sont intensifiés depuis 2017.

Près d'un million de personnes appartenant à cette minorité musulmane se retrouvent aujourd'hui parqués dans le district de Cox's Bazar, au sud du Bangladesh, devenu le plus grand ensemble de camps de réfugiés au monde.

Plus de 400 000 d'entre eux sont notamment enfermés, sur quelques kilomètres carrés, dans le seul camp de Kutupalong-Balukhali, créé dès 1991 pour accueillir les réfugiés fuyant les persécutions qu'ils subissaient dans la

Birmanie voisine.

Considérés comme apatrides, et donc sans nationalité légale, les Rohingyas y vivent depuis sans aucune possibilité de gagner leur vie, sans aucune liberté de mouvement et à la merci de toutes les violences, des incendies et des gangs qui prospèrent dans cet océan de misère.

Mohib Ullah, un militant des droits de l'homme et représentant de ces réfugiés qui avait dénoncé ces exactions, y a ainsi été assassiné en septembre dernier.



Le camp de Kutupalong au Bangladesh.

Depuis quelques mois, le gouvernement du Bangladesh a pour sa part commencé à déporter une partie des réfugiés des camps de Cox's Bazar vers l'île de Bhasan Char, située à 68 kilomètres de ses côtes. Près de 20 000 y ont été déjà « relocalisés », beaucoup de force, après qu'on a saisi leurs pièces d'identité.

Les autorités prévoient d'y envoyer au moins 80 000 autres, alors que cette île est particulièrement vulnérable aux inondations et aux cyclones. Des dizaines de Rohingyas qui ont tenté de fuir ce nouvel enfer sont morts noyés.

Les Rohingyas ne survivent qu'avec le soutien des ONG et du Haut-

Commissariat des Nations-unies pour les Réfugiés. Les grandes puissances se gardent bien de mobiliser leurs immenses moyens logistiques, techniques ou médicaux et d'apporter une solution durable à ces damnés de la terre du 21^e siècle. Et les médias occidentaux ne s'y intéressent pas.

Pierre Delage

Enedis-GRDF : grève pour les salaires

Lundi 29 novembre, les techniciens d'Enedis (filiale d'EDF qui gère le réseau de distribution de l'électricité) de l'agence Tolbiac, dans le 13^e arrondissement de Paris, se sont mis en grève reconvertible pour des augmentations de salaire.

Les grévistes réclament 200 euros d'augmentation pour tous, l'indexation des salaires sur l'inflation, le premier niveau d'embauche à 1800 euros et l'augmentation de la prime d'astreinte.

Le site a été bloqué par un piquet de grève et par des palettes pour qu'aucune intervention ne se fasse. Et,

malgré le déploiement de la police et de dépanneuses pour dégager le site, le mouvement tient toujours.

Depuis, avec l'appui du syndicat CGT Énergie-Paris, d'autres sites ont emboîté le pas. Une assemblée des grévistes a réuni 100 personnes sur le site de la rue Saint-Maur, dans le

11^e arrondissement, pour consolider la grève. Ils se sont prononcés pour la grève reconvertible avec, sur certains sites, une grève par roulement.

Le mécontentement couve depuis plusieurs mois, car les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, avec des tournées qui se complexifient et des salaires quasiment bloqués (0,3 % pour 2019, 0,2 % pour 2020 et 0,3 % pour cette année). Mais ce sont aussi les promotions

par l'intermédiaire de NR (niveau de rémunération) qui diminuent au fil des ans.

La direction, qui aime bien la provocation, a présenté aux syndicats ce mois-ci une nouvelle grille salariale où l'évolution de carrière ne sera que de 15 à 20 %, au lieu des 34 % actuellement. Pourtant, la situation des deux entreprises mères, EDF et Engie (ex-GDF-Suez), est florissante, avec des milliards de bénéfices et une année 2021 qui sera exceptionnelle grâce à

l'augmentation du prix de l'énergie.

D'autres agences techniques, en banlieue, comme à Nanterre, Domont, Clamart..., et en province, comme à Marseille, sont touchées aussi par des grèves pour des augmentations de salaire et contre les mauvaises conditions de travail. Ce qui fait dire à certains qu'il faut une bonne grève sur l'ensemble des deux établissements pour « *foutre la trouille* » aux directions.

Correspondant LO

Usine d'Arc - Arques : "1 % de rien, c'est rien"

À l'usine d'Arc, groupe international qui produit de la vaisselle, plus de 500 travailleurs, sur les 5 500 que compte le site, se sont regroupés devant les bureaux pendant une réunion pour les négociations annuelles obligatoires.

Cela fait des années que la direction de ce groupe millionnaire bloque les salaires sous prétexte que les finances des actionnaires

iraient mal. Et c'est encore sous ce même prétexte que chaque année des dizaines de millions d'euros d'argent public atterrissent dans les

poches des propriétaires du groupe.

Récemment, les patrons de ce groupe ont reçu 16 millions d'euros et tous les travailleurs mesurent que, contrairement à ce qui est dit, cet argent ne sera pas investi dans le site. Faute d'entretien des machines et des bâtiments, les conditions de travail se sont largement dégradées, provoquant de nombreux accidents du travail avec arrêt (30 pour les mois de septembre et octobre).

Le cinéma des actionnaires qui crient à la faillite, le mépris pour les travailleurs, l'exploitation qui augmente, les salaires bloqués tandis que les prix flambent : ce ne sont pas les raisons d'être en colère qui manquent.

Mardi 14 décembre à

9 heures, à l'appel d'une intersyndicale, dans quasiment tous les secteurs, des travailleurs ont débrayé, rejoints par ceux qui étaient de repos, voire à la retraite, pour manifester leur mécontentement devant les bureaux de la direction et pour réclamer des augmentations de salaire.

À 12 heures, un autre secteur, « Carton et Plastique », débrayait lui aussi en quasi-totalité pour réclamer des augmentations de salaires et des embauches.

À 12 h 30, quatre syndicats sur les cinq qui

composaient l'intersyndicale acceptaient de signer pour 1 % d'augmentation en janvier, 1 % en juillet et une prime de 100 euros par salarié, en prétextant que sinon, il n'y aurait aucune augmentation de salaire.

Ils se sont fait huer par les travailleurs leur disant : « *On ne veut pas des miettes* » ou « *1 % de rien, c'est rien* » ! Loin d'être découragés, des travailleurs continuent de réfléchir ensemble à comment continuer à débrayer pour obtenir des réelles augmentations de salaire.

Correspondant LO



SNCF - Paris-Nord : non au renvoi des collègues intérimaires !

Chez les agents du commercial à la gare du Nord, côté banlieue, l'annonce du renvoi de dix collègues intérimaires à la fin de l'année ne passe pas.

Lundi 13 décembre, les équipes de matinée et de soirée ont fait grève quatre heures. Près de vingt cheminots se sont réunis à différents moments lundi et mardi pour décider de la suite. Ils ont déposé leurs revendications à leur responsable et ont exigé l'embauche des intérimaires, en étant prêts à débrayer de nouveau les jours suivants si rien n'est fait.

Les intérimaires qui risquent de perdre leur mission dans les prochains jours travaillent dans la

gare depuis plus d'un an. Après avoir annoncé qu'ils seraient renvoyés à la fin de l'année, la direction leur a demandé, ces derniers jours, de former les nouveaux intérimaires qui vont les remplacer. Il y a largement assez de travail en gare pour que tous puissent rester, embauchés, anciens et nouveaux intérimaires. Cela voudrait dire répartir le travail entre tous, sans baisse de salaire. C'est-à-dire tout l'inverse de la politique de la direction qui fait des économies en faisant

travailler les cheminots en sous-effectif permanent.

Les grévistes ont conscience qu'il faudra être plus nombreux, et s'unir avec les cheminots d'autres lignes pour gagner. Les agents se sont donné rendez-vous pour se remettre en grève vendredi 17 décembre. Cette journée de grève, appelée par différents syndicats de conducteurs en Île-de-France, permettrait de se retrouver à plus nombreux pour s'opposer aux différentes attaques de la direction et exiger des augmentations de salaire.

Correspondant LO

Jeunes travailleurs : dictature patronale et discriminations

D'après la 14^e édition du baromètre des discriminations au travail, rendue publique par la Défenseure des droits, plus d'un jeune sur deux a été objet de « propos déplacés ou de remarques désobligeantes » lors d'un entretien d'embauche. Un sur trois a été victime de discriminations, essentiellement racistes, au travail ou lors d'une recherche d'emploi.

Ce sont évidemment les employeurs qui imposent ces discriminations, dont les plus fréquentes écartent de l'emploi des jeunes issus de l'immigration maghrébine ou africaine. En février, le gouvernement a mis en ligne un numéro vert et un module d'échange avec des juristes à la disposition des victimes de ces

discriminations. Il estime ainsi avoir agi, sans avoir évidemment pris aucune mesure contre les patrons hors la loi.

Les travailleurs ne peuvent pas attendre de telles institutions ou de la justice qu'elles mettent fin au lot d'injustices grandes et petites qui vont de pair avec l'exploitation du travail salarié. Le fléau du chômage donne à la bourgeoisie un contrôle accru sur le monde du travail avec la possibilité de choisir qui a le droit de ramener une paie à la maison et qui en sera privé. Le pouvoir qu'elle exerce sur la classe des salariés lui permet aussi d'imposer ses préjugés racistes ou sexistes. C'est donc bien ce pouvoir qu'il faut combattre.

Lucien Détroit

Sanofi – Vitry : mobilisation réussie

Le 8 décembre, le groupe Sanofi tenait avec les représentants des syndicats sa deuxième réunion annuelle sur les salaires et l'emploi.

Un millier de travailleurs ont répondu présents aux appels à débrayer, dans une douzaine de sites du groupe.

Alors qu'il a engrangé douze milliards de bénéfices en 2020, le groupe « Sanofric », comme l'appellent les grévistes, avait annoncé une augmentation collective exceptionnelle de 0,8%. Exceptionnelle parce que, depuis huit ans, il n'y a eu aucune augmentation collective.

Une centaine de grévistes

des sites de Vitry-sur-Seine, Production et Recherche, de Maisons-Alfort et de Chilly-Mazarin sont allés à la Croix-de-Berny où se déroulait la réunion.

Les grilles du site de la Croix-de-Berny ont cédé devant leur détermination, leur permettant de manifester dans les rues de l'établissement. Afin de faire entendre leurs revendications en direct à la DRH de Sanofi France, ils se sont invités dans la salle où étaient réunis direction et syndicat.

Les travailleurs ont exprimé leur colère contre le mépris du patron, la précarité des emplois, la stagnation des salaires, la dégradation des conditions de travail.

Ils ont laissé une heure à la direction pour revoir sa copie, avant de revenir dans la salle et d'exprimer de nouveau leur colère après son annonce d'un immense effort : 1% au lieu de 0,8% d'augmentation collective.

Depuis, Sanofi a sorti une note de service annonçant ces mesures salariales et une autre réunion... en vidéo-conférence.

Correspondant LO

Sanofi – Amilly : que la direction sorte son chéquier !

À l'usine Sanofi d'Amilly, dans le Loiret, les négociations sur les salaires ont fourni l'occasion d'exprimer le ras-le-bol accumulé dans ce site de production et de distribution qui compte 450 personnes.



Fin novembre, 150 travailleurs avaient déjà débrayé pour les salaires. Mardi 7 décembre, c'était à nouveau la grève. Un piquet de grève bien suivi était mis en place. Autour du brasero, les équipes de production trouvaient enfin le temps de discuter avec celles de la distribution. Le lendemain, la vidéo où l'on voyait un groupe de grévistes qui s'invitaient à la réunion de négociation en région parisienne

passait de smartphone en smartphone.

Lors de cette réunion, la direction générale s'était juste contentée d'ajouter 0,2% au 0,8% qu'elle proposait auparavant, faisant dire à certains qu'elle ne connaissait que les virgules. Cette réunion, qui se terminait par le départ de la DRH sous les cris de « Sors ton chéquier », avait le mérite de bien réchauffer l'ambiance. En effet, pourquoi faudrait-il

que les travailleurs se contentent de miettes alors que les bénéfices explosent ? Tous les voyants sont au vert et les dirigeants promettent aux actionnaires 14% d'augmentation du bénéfice par action.

Les travailleurs sont bien conscients que c'est sur leur dos que ces résultats sont obtenus. La direction est par exemple parvenue à faire doubler la production de paracétamol sans ajouter de personnel sur les lignes de production. Alors, cette augmentation des bénéfices, c'est dans leurs bras qu'ils la ressentent, et avec des contrats toujours plus précaires et des cadences toujours plus soutenues.

Le mécontentement s'exprime aussi sur d'autres sites en France. Et les travailleurs de Derichbourg, qui assurent l'entretien, se sont mis en grève au moins sur un site. La direction n'en a sans doute pas fini avec le mécontentement.

Correspondant LO



Chronopost – Alfortville : nouvelle lutte de travailleurs sans papiers

Un nouveau piquet de travailleurs sans papiers s'est installé devant l'agence Chronopost d'Alfortville dans le Val-de-Marne, en lien avec ceux de RSI Gennevilliers, ouvriers du bâtiment, et DPD, tri de colis, filiale de La Poste au Coudray-Montceaux.

Ils ont manifesté le 8 décembre devant la préfecture de Créteil pour demander leur régularisation.

Il y a bientôt deux ans, une lutte devant l'agence Chronopost d'Alfortville avait permis d'imposer la régularisation de 27 travailleurs surexploités par cette filiale de La Poste et ses sous-traitants. Cela a permis aussi la régularisation de 46 autres travailleurs d'autres sociétés ayant activement participé à ce combat. Mais, à la faveur de la crise sanitaire et du confinement de mars à mai dernier, la préfecture du Val-de-Marne est revenue sur ses engagements, annulant le suivi des dossiers des travailleurs qui ont mené cette lutte, dont 83 ne sont toujours pas régularisés.

Chronopost, via une sous-traitance en cascade,

continue à surexploiter des salariés sans papiers. Mais aujourd'hui, affolés par la lutte de DPD Coudray, les patrons de La Poste ont lancé dans la précipitation à Alfortville de pseudo contrôles de papiers, et ont mis brutalement à la porte des sans-papiers qu'ils ont recrutés et exploitent pourtant en toute connaissance de cause, depuis plusieurs années pour certains !

Le fait que des travailleurs soient sans titre de séjour permet à des entreprises de les surexploiter et tirer vers le bas les conditions de salaire et de travail de tout le monde. Tous ensemble, il faut se battre pour la régularisation globale de tous les sans-papiers. C'est l'intérêt de tous les travailleurs.

Correspondant LO

France Loisirs : neuf emplois sur dix menacés

Lundi 13 décembre, le tribunal de commerce de Paris a choisi le plan de reprise du groupe France Loisirs par la Financière trésor du patrimoine. Cette société ne s'engage à garder que 47 postes sur les 516 du club de livres, et 14 boutiques sur les 122 encore ouvertes actuellement.

En guise de reprise, il s'agit donc d'un plan massif de licenciement de 90% du personnel, que vient d'autoriser le tribunal de commerce.

Créé en 1970 par le magnat allemand de l'édition Bertelsmann, le club a compté jusqu'à 2 millions d'abonnés avant d'être revendu en 2011 au groupe Actissia, lui-même appartenant à un fonds d'investissement.

Après avoir enrichi des actionnaires, pendant des décennies, dès que la rentabilité n'a plus été à la hauteur attendue, France

Loisirs a subi le dépeçage vécu par bon nombre de travailleurs : si le nom de l'enseigne et les fichiers de clients intéressent les repreneurs, les emplois et les activités sont amputés et sacrifiés sans état d'âme.

Quel que soit le nom du dernier ou du prochain repreneur, c'est l'ensemble de la chaîne des capitalistes qui est responsable de cette liquidation. Les travailleurs de France Loisirs ont tout à fait raison de refuser d'être les victimes de ce jeu de Monopoly.

Christian Bernac

Dufour-Yatchs – La Rochelle : grève contre les conditions de travail

Dans cette entreprise de La Rochelle qui fabrique des monoques de luxe, vingt-cinq salariés sur trente de l'expédition-finition se sont retrouvés en grève les 30 novembre et 1^{er} décembre : deux jours de grève contre les mauvaises conditions de

travail en extérieur. Ils demandent des chauffages, des vêtements chauds et une prime d'intempéries de 100 euros net.

Quatre salariés ont été reçus par la direction pour discuter. Les vêtements chauds et les chauffages vont arriver, selon le PDG.

Quant à la prime, la direction se laisse 15 jours pour y réfléchir.

Les travailleurs ont donc décidé de reprendre le travail, tout en se tenant prêts, si la direction ne tient pas ses promesses dans les délais.

Correspondant LO

Travailleurs sociaux : en colère et dans la rue

Mardi 7 décembre, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs d'établissements sociaux et médico-sociaux ont manifesté dans toute la France, à l'appel de collectifs et de syndicats.

À Paris, ils étaient 8000 venant de secteurs divers : de la protection de l'enfance, des structures d'accueil des personnes en grande précarité, du Samu social, des hébergements sociaux, de la prise en charge des enfants et adultes handicapés, des instituts médico-éducatifs. Tous réclament des augmentations de salaire et des moyens humains et financiers pour travailler et accueillir correctement ces personnes en difficulté.

Ils sont 1,2 million à

s'occuper des personnes les plus fragiles de la société et, dans tous ces secteurs, les moyens humains dérisoires ne permettent pas de travailler. Par exemple, les listes d'attente pour une prise en charge dans les centres médico-psychologiques s'allongent sans cesse, et l'attente dépasse plusieurs mois. Ceux qui sont chargés de suivre les allocataires du RSA ont deux fois plus de personnes à suivre qu'il y a quelques années, alors que les perspectives de sortie de leurs difficultés s'amoindrissent. Et dans les secteurs de l'urgence, c'est la catastrophe absolue.

Les salaires stagnent depuis plus de dix ans, ce qui signifie une perte d'au

moins 300 euros du pouvoir d'achat. Même avec plus de quinze ans d'ancienneté, ils restent inférieurs à 2 000 euros par mois, avec les nuits, les week-ends et les primes comprises. Et le Ségur de la santé n'a rien prévu pour les travailleurs des secteurs médico-sociaux. C'est le même phénomène que dans les hôpitaux : les bas salaires, le sous-effectif chronique, les mauvaises conditions de travail, tout cela alimente les difficultés de recrutement. Des postes restent vacants, ce qui augmente la charge de travail de ceux qui restent. Et c'est le cercle infernal, avec la multiplication des arrêts maladie, des burn-out, des inaptitudes.

Nombre de directions de ces structures, au lieu de soutenir leurs équipes, ont un management de plus en plus autoritaire et cherchent à individualiser les salaires, à augmenter le temps de travail et à supprimer des jours de congé. Dans ces conditions dégradées, le travail se déshumanise, bien éloigné de ce que devrait être le travail social, et entraîne, là encore, des démissions.

Une délégation syndicale a été reçue par des sous-fifres du ministère des Solidarités et de la Santé, qui ont déclaré qu'un diagnostic sera fait. Mais le diagnostic a déjà été fait, depuis longtemps : nos salaires sont insuffisants, on manque



À Paris.

d'effectifs et de moyens.

Une prochaine journée d'action est prévue le 11 janvier.

Correspondant LO

À Troyes : "il manque 300 € sur la feuille de paie"

La journée d'action du 7 décembre dans le secteur social et médico-social a été un succès dans l'Aube. Cette action suit de nombreuses mobilisations. Initiée par des collectifs de travailleurs sociaux et des organisations syndicales au niveau national, elle a été relayée surtout par les réseaux sociaux. Et quelle bonne surprise de se retrouver à 200 manifestants devant la préfecture et le conseil départemental, pour faire entendre les exigences des salariés : une vraie augmentation des salaires, à commencer par les 183 euros pour tous, des embauches, des moyens budgétaires, tout cela pour améliorer nos conditions de

travail pour une meilleure prise en charge et accompagnement des personnes que nous aidons.

Une soixantaine de salariés n'en sont pas restés là et se sont rendus au siège de l'Apei (Association de parents d'enfants inadaptés) de l'Aube, après le rassemblement à la préfecture. Le directeur général, surpris du nombre, est sorti de son bureau et a dû écouter les réclamations des salariés, en grande majorité des femmes. Celles-ci lui ont rappelé qu'il devient urgent de verser la rallonge de 183 euros à tout le monde. Le directeur s'est dit d'accord, mais une salariée lui a rappelé que son syndicat patronal

se préparait à dénoncer la convention collective, et donc à remettre en cause la progression des salaires à l'ancienneté. D'autres ont dénoncé la pratique de contrats à temps partiel non choisis, en disant : « Comment voulez-vous qu'on y arrive avec un contrat à temps

partiel, alors qu'on vient de vous expliquer qu'il manque 300 euros sur les feuilles de paie de ceux à temps complets ? » Enfin, la revendication d'une augmentation de la prime Pepa (prime exceptionnelle de pouvoir d'achat) lui a été signifiée, en expliquant que l'Apei a largement

les moyens financiers de le faire.

Très contents de ces actions, et de se voir si nombreux, mais bien conscients que cette journée d'action devra avoir des lendemains, les manifestants se sont donné rendez-vous le 11 janvier.

Correspondant LO

À Toulouse, plus d'un millier de manifestants

Les salaires minables, le manque permanent de personnel et de moyens ne passent plus. La journée de grève du 7 décembre a été un succès, plus d'un millier de travailleurs et travailleuses du secteur sont venus manifester

devant le conseil départemental, dont ils dépendent pour la plupart. Beaucoup n'ont pas touché les 183 euros du Ségur de la santé, alors qu'ils ont dû faire avec les moyens du bord pendant le Covid pour s'occuper

de personnes fragiles ou en situation de handicap. Même les écoles de formation du secteur n'attirent plus, vu les conditions de travail, et de nombreux étudiants étaient présents.

Correspondant LO

Servair – Aéroport Roissy : la coupe est pleine !

Chaque jour, depuis lundi 6 décembre, des travailleurs de Servair à l'aéroport de Roissy, entreprise qui prépare la nourriture pour les avions, ont cessé le travail pendant 2 h 30. Près de 300 travailleurs ont participé à ces débrayages qui ont duré pendant une semaine.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été le non-respect par la direction d'une décision de justice, qui impose un changement de convention collective plus avantageuse pour les salariés s'ils passaient de celle de la restauration vers celle du transport aérien. Ainsi, depuis plus de vingt ans, la direction de Servair escroque chaque salarié de plusieurs

centaines d'euros par an. Mais en plus, elle continue à ne pas tenir compte du changement de convention collective, par exemple en ce qui concerne le paiement double des jours fériés travaillés.

Ce dernier mauvais coup arrive après une succession d'attaques sous prétexte du Covid : suppression de jours de congés, de primes, augmentation de la charge

de travail, fermeture d'un des deux sites de l'aéroport. C'est cette accumulation qui est la cause de la mobilisation la semaine dernière, avec deux piquets de grève de 2 h 30 chaque jour, un pour chaque équipe. Les menaces de retirer le badge ou l'obligation de se déclarer grévistes 48 heures à l'avance n'empêchent pas la mobilisation et au contraire renforcent la détermination. Alors, tant que la direction n'a rien cédé, la lutte va continuer.

Sur l'aéroport de Roissy, il y a quelques semaines, les travailleurs de la Sûreté s'étaient mobilisés



victorieusement pendant quatre jours contre la suppression du 13^e mois. Cet été, ceux d'ADP avaient lutté contre une offensive de leur patron. Alors, un

jour où l'autre, c'est tous ensemble qu'il faudra se mobiliser. C'est la seule voie pour faire réellement reculer le patronat.

Correspondant LO

Guingamp : non à la fermeture de l'hôpital!

À l'appel du comité de défense de l'hôpital public et des syndicats, un millier de personnes ont manifesté dans les rues de Guingamp, dans les Côtes-d'Armor, samedi 11 décembre, pour protester contre la menace de fermeture de la maternité et du pôle de chirurgie.

Après une première manifestation de 600 personnes en octobre, c'est un encouragement pour tous ceux qui sont bien décidés à ne pas laisser faire.

La politique de destruction des services public de santé et de maternité se poursuit, dans la continuité de celle qui a été menée sous la gauche comme sous la droite. En effet le rapport Rossetti, nouveau schéma d'organisation hospitalière, impose une nouvelle politique des groupements hospitaliers de territoire. Il consiste à regrouper les services de chirurgie, maternité et urgences, entraînant la fermeture de nombreux hôpitaux de proximité, dont celui de Guingamp.

Déjà, l'accès aux soins n'est plus assuré pour tous : il manque des médecins

généralistes et des spécialistes dans la région. Comment pourrait-il en être autrement puisque, depuis des années, on ne forme plus assez d'obstétriciens, d'anesthésistes, d'infirmières, de médecins et que, par souci d'économies, le gouvernement Macron continue même à fermer des lits en période de Covid?

Lorsque les directions hospitalières prétendent que c'est pour assurer les interventions dans de meilleures conditions de sécurité qu'elles ferment maternité et chirurgie, personne n'est dupe et la population a mille fois raison de se mobiliser.

La manifestation a regroupé des personnes de tous âges, conscientes que, sans hôpital, «c'est le retour au Moyen-Âge». Un cortège



dynamique arborant de nombreuses pancartes brandies par le personnel de santé «Sauve ton hôpital, un jour il te sauvera», par des parents «Activités bébés et femmes enceintes en soutien à la maternité», par des enfants «J'aime ma mater».

Des soignants sont intervenus, nombreux, pour dénoncer la dégradation des conditions de travail et d'accueil des patients :

«On est sidérés de voir qu'on puisse imaginer

fermer ces services. Pour la population, il est important de maintenir cette continuité des soins et on se bagarre chaque jour pour que ça marche», a déclaré une infirmière du bloc opératoire. Une autre, sage-femme, confiait : «On vit dans l'incertitude, dans un climat très stressant...»

La suppression de la maternité imposerait de faire 30 ou 40 kilomètres de plus pour rejoindre Saint-Brieuc ou Lannion, avec tous les

risques liés à la circulation, avant d'être prise en charge, avec le risque d'accoucher dans la voiture des pompiers, dans l'ambulance ou au bord de la route. Un gynécologue s'interrogeait : «Et si un drame se produit au bord de la RN12, qui va en prendre la responsabilité?»

L'affaire ne va pas s'arrêter là. Les organisations appellent à un nouveau rassemblement en janvier prochain.

Correspondant LO

CHU - Toulouse : le licenciement ne passe pas

À l'Hôpital des enfants de Toulouse, avec l'arrivée des infections hivernales, des lits sont fermés par manque de personnel.

Certains services ne tournent que grâce aux heures supplémentaires, ce qui peut se traduire par des semaines de 48 heures, avec des journées de 12 heures.

Dans ce contexte, la direction a décidé début novembre de radier de la fonction publique Élodie, infirmière depuis quatorze ans en pédiatrie, pour «abandon de poste», suite à la prolongation d'un arrêt maladie pour épuisement professionnel. Elle s'est alors retrouvée sans emploi et sans salaire!

Le 9 décembre, plusieurs dizaines d'hospitaliers ont manifesté pour réclamer des embauches et demander sa réintégration, pendant que le tribunal administratif examinait la suspension de son licenciement. Une pétition en ligne a également

recueilli plus de 46 000 signatures. Finalement, le 13 décembre, le tribunal a demandé sa réintégration au CHU.

En cette période où le manque de personnel sévit encore plus fort, la direction voulait donner un avertissement à tous en s'attaquant aux plus fragiles, mais elle est tombée sur un os.

Dans les services d'urgence de la région, c'est le manque de médecins qui fait des ravages. Depuis le 1^{er} décembre, les Urgences de l'hôpital de Moissac sont fermées la nuit et les patients doivent être transférés sur Montauban, où ce service est déjà engorgé.

C'est ce que Macron appelle n'avoir jamais «autant investi dans la santé»!

Correspondant LO

Bezons : les animateurs périscolaires se mobilisent

Depuis des semaines, le mécontentement monte dans les services périscolaires de la ville de Bezons, dans le Val-d'Oise, comme dans bien d'autres communes.

Les problèmes ne manquent pas pour la centaine de salariés qui font manger les enfants à la cantine, les accompagnent aux toilettes, les accueillent le matin et le soir.

Il n'y a souvent pas assez de monde et il n'est pas rare qu'un adulte s'occupe de plus de trente enfants, voire de cinquante. C'est à la fois un problème pour la sécurité des enfants et un casse-tête pour les animateurs. Sur le temps scolaire, les enfants porteurs d'un handicap sont en général aidés par un AESH, mais rarement sur le temps périscolaire, alors que les enfants ont aussi besoin de cette aide le midi, le soir, le mercredi ou pendant les vacances.

Au problème des effectifs s'ajoute celui de la précarité. Un grand nombre d'animateurs travaillent avec des contrats renouvelés tous les mois et un volume horaire défini au dernier moment, ce qui veut dire une paye surprise chaque mois. Et au 1^{er} janvier leur situation doit encore s'aggraver, avec la mise en place de la loi de transformation de la fonction publique qui impose de travailler plus sans un sou de plus. Concrètement, à Bezons, les hommes travailleront dix jours de plus, alors que les femmes devront faire 11,5 jours de plus! Les femmes bénéficiaient jusque-là d'une journée pour le 8 mars et d'une demi-journée pour Noël : eh bien, c'est fini. Personne

n'en doute, cette augmentation du temps de travail permettra à la mairie de faire des économies sur le personnel. Mais faire travailler davantage les uns en condamnant les autres au chômage n'est vraiment pas acceptable.

Depuis la mi-novembre, les arrêts de travail pour réclamer des embauches et de vrais contrats se sont multipliés. À quatre reprises, la grève a entraîné la fermeture d'un peu plus de la moitié des lieux d'accueil. Une réunion d'une trentaine de personnes a eu lieu pour décider de la suite et organiser un rassemblement avec l'aide du syndicat CGT devant la mairie. Ayant été reçus par des élus et le DRH, les animateurs ont pu dire ce qu'ils avaient sur le cœur, sans obtenir cependant la moindre garantie quant aux embauches.

Correspondant LO

Hôpital Nord-Franche-Comté : grève au bloc opératoire

La cinquième vague est arrivée à l'hôpital Nord Franche-Comté, à Trévenans, près de Belfort. Les malades du Covid recommencent à affluer, des services sont réorganisés et il faut rouvrir des lits de réanimation.

Le plan blanc a donc été remis en vigueur. Selon le même scénario que pour les vagues précédentes, la direction fait aussi déprogrammer la plus grosse partie des activités chirurgicales du bloc opératoire, pour redéployer le personnel dans les services Covid, en réanimation et partout où il manque des bras. En même temps, elle prévoit que ce seront des intérimaires, infirmiers de bloc (IBODE) et anesthésistes (IADE), qui continueront d'officier au bloc.

Cette fois-ci, ce n'est

pas passé. La direction s'est heurtée à la colère de l'ensemble des personnels du bloc, qui en ont ras le bol d'être déplacés pour pallier les manques de moyens, parfois du jour au lendemain, et qui doivent travailler plus dur pour rattraper des opérations déprogrammées.

La colère avait aussi été attisée auparavant, quand la direction avait publié une note de service stipulant que, pour un soignant positif au Covid, non symptomatique, le maintien en exercice était possible

compte tenu des tensions hospitalières, alors qu'elle venait de menacer la vingtaine d'agents non vaccinés, suspendus sans salaire depuis septembre, de radiation pour « abandon de poste » le 15 décembre !

À l'initiative des infirmiers, en manque d'effectif chronique, il a été décidé de faire grève vendredi 10 décembre en début de matinée. Surprise par un rassemblement d'au moins 50 personnes de tous les métiers du bloc, la direction s'est vite déplacée, et s'est empressée de recevoir une forte délégation représentant l'ensemble des travailleurs. Chacun a pu dénoncer le manque de personnel, exprimer un ras-le-bol général face



au mépris d'une direction qui s'abrite derrière la crise sanitaire et reprend les mensonges du gouvernement pour justifier ses coups tordus.

Dans la journée, le directeur faisait machine arrière sur son intention d'envoyer les infirmiers

du bloc dans les autres services, comme bon semblait à la hiérarchie.

C'est un premier succès, ressenti comme tel par tous ceux qui ont démarré cette mobilisation et qui sont bien décidés à continuer à se faire respecter.

Correspondant LO

Hôpital de Senlis : Urgences intermittentes

Le 11 décembre, une manifestation parcourait les rues habituellement tranquilles de Senlis, pour protester contre la fermeture provisoire du service d'urgence de l'hôpital local, fusionné depuis dix ans avec celui de Creil au sein du groupe hospitalier public du Sud-Oise.

La pénurie de médecins

s'aggravant, les Urgences de Senlis avaient déjà fermé en août, comme c'est de plus en plus le cas dans des hôpitaux de petites villes. Mais cette fermeture estivale s'est prolongée durant le mois de septembre. À partir du 13 décembre, rebelote : nouvelle fermeture, cette fois-ci jusqu'à nouvel ordre. Le Smur de Senlis est

aussi fermé, mettant certains à une heure de route des secours.

Les Urgences ne fonctionnent donc plus qu'en pointillé. Parmi le personnel et la population, la crainte se répand qu'elles ne ferment définitivement, entraînant par la suite la disparition complète de l'hôpital.

Ce bassin de 100 000 habitants se trouve privé de services médicaux vitaux et doit se rabattre sur les Urgences de l'hôpital de Creil, qui se trouve ainsi débordé.

La cinquième vague épidémique n'en est pas la cause. C'est la politique gouvernementale menée, depuis tant d'années, de

limitation du nombre de médecins, dans le but avoué de réduire les dépenses de santé, qui désorganise au quotidien les hôpitaux publics, limite le recours aux soins, étend les déserts médicaux et provoque ces fermetures aux conséquences parfois dramatiques.

Lucien Déroit

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Irak : encore et toujours le chaos

L'organisation État islamique (OEI), déclarée vaincue par les dirigeants impérialistes depuis 2017 en Irak et 2019 en Syrie, continue en fait de mener des attentats dans ces deux pays. Un rapport de l'ONU publié début 2021 fait état « d'une présence largement clandestine en Irak et en Syrie [de l'OEI qui] mène une insurrection soutenue de part et d'autre de la frontière entre les deux pays ».

En Irak, depuis une semaine, les milices de l'OEI attaquent chaque nuit des villages situés à l'ouest de la grande ville pétrolière de Kirkouk, une zone abandonnée par les forces armées du Kurdistan autonome et l'armée irakienne qui s'en étaient disputé longtemps le contrôle. La désagrégation de l'Irak, amorcée durant les années suivant

la guerre déclenchée par l'impérialisme américain en 2003, se poursuit. Les milices de l'organisation État islamique s'engouffrent dans la brèche, comme elles l'ont fait en 2014. Sur 995 attaques comptabilisées entre le 1^{er} janvier et le 20 octobre 2021 au niveau national, 655 se seraient déroulées dans ce triangle formé par les villes de Kirkouk,

Salaheddine et Diyala.

D'après un haut responsable irakien travaillant pour la police fédérale, « la majorité des djihadistes agissant dans la région ont plus de 30 ans et sont des vétérans de Daech [EI], pour lequel ils ont combattu de 2014 à 2017. Ils n'ont pas été arrêtés, mais beaucoup sont identifiés et nous connaissons leur parcours. À ceux-là s'ajoutent des combattants plus jeunes qui n'ont pas participé à la guerre précédente ». L'État islamique n'a aucun mal à recruter de nouveau parmi des populations pauvres et sans avenir. Environ un tiers des quarante millions d'Irakiens vivent dans une

très grande pauvreté. Le chômage a atteint le chiffre le plus élevé depuis une vingtaine d'années. Comme en 2014, l'organisation État islamique se renforce également sur la base de l'hostilité d'une partie de la population à un gouvernement fantoche et corrompu. Ainsi le 26 octobre, onze personnes ont été tuées dans le village d'Al-Rachad dans la province de Diyala qui compte parmi ses habitants de nombreux membres des forces de sécurité irakiennes au service de ce pouvoir largement contesté.

Mais les milices de l'État islamique ne sont pas les seules à maintenir des

zones entières du pays dans une violence permanente. D'autres groupes armés concurrents soutenus par les puissances régionales comme la Turquie, l'Iran ou l'Arabie saoudite y contribuent également.

Dix-huit ans après l'invasion par l'armée américaine de l'Irak, de sa destruction méthodique et de l'instrumentalisation des divisions ethniques et religieuses, c'est bien l'impérialisme américain qui est le principal responsable de la situation catastrophique dans laquelle la population irakienne se trouve toujours.

Aline Rétesse

Groupe Wagner en Afrique : mêmes méthodes que la France

Le 13 décembre, l'Union européenne a décidé de sanctionner la société de mercenaires russes Wagner, proche de Poutine, notamment pour son intervention en Ukraine.

L'impérialisme français est surtout pour sa part confronté à ces mercenaires dans ses anciennes colonies d'Afrique, et le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, voudrait les en chasser en leur reprochant de faire ce qu'a fait l'impérialisme français pendant des décennies.

En Centrafrique, les hommes de Wagner ont pris la place des militaires français dès leur départ

en octobre 2016, laissant le gouvernement faire face aux bandes armées qui dévastent le pays.

Au Mali, Wagner menace de réitérer l'opération, la junte militaire ayant fait appel à la société pour remplacer les troupes de l'opération Barkhane qui abandonnent leurs bases et se replient sur le Niger.

L'impérialisme français n'a plus la capacité militaire de défendre sa

domination sur ses anciennes colonies, mais il ne supporte pas qu'un nouveau prédateur s'avance pour lui disputer sa proie. Le Drian affirme ainsi que « lorsque les hommes de Wagner pénètrent dans un pays, ils multiplient les violations et les exactions ». Faut-il rappeler que l'armée française en Centrafrique a laissé derrière elle plusieurs plaintes pour viols et agressions sexuelles, entre autres sur mineurs ; que les alliés de la France enrôlés sous la bannière de l'ONU, tchadiens notamment, ont été accusés par cette

institution internationale de multiples exactions ; qu'au Mali, un bombardement français a tué 19 villageois à Bounty dans le centre du pays ?

Le Drian accuse aussi les hommes de Wagner de se « substituer à l'autorité de l'État », et de « confisquer sa capacité fiscale » parce que la société se fait payer en contrats miniers et se déplace accompagnée de prospecteurs et d'ingénieurs géologues. Mais qu'a fait l'impérialisme français dans ses anciennes colonies ? Que fait Total ? Que fait la société Orano, anciennement

Areva ? Et en matière de barbouzerie, les hommes employés par les services de sécurité de ces sociétés, comme ceux des forces spéciales françaises ou de la légion, valent bien les mercenaires de Wagner. Tous sont des chiens de guerre agissant avec un mépris total pour les habitants et même les gouvernants du pays où ils opèrent.

Qu'une bande armée en remplace une autre ne change rien pour la population. Il lui faudra se débarrasser de toutes.

Daniel Mescla

Ventes d'armes : les marchands de mort se portent bien

Dans son rapport annuel, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) annonce que les ventes d'armes dans le monde ont battu un nouveau record en 2020.

En hausse constante ces six dernières années, les ventes ont augmenté de 17% depuis 2015 et atteignent 472 milliards d'euros. 75% d'entre elles sont le fait d'entreprises américaines ou européennes.

La France serait en recul dans ce classement, passant de 7,9 à 4,7%, mais cela ne devrait être que passager. Macron, à l'instar de ses prédécesseurs, se démène pour promouvoir et vendre ses engins de mort. Les récents contrats signés avec les pays du Golfe devraient permettre, paraît-il, de battre des records.



Ce business, véritable aubaine pour les marchands de canons grâce à l'appui sans faille des États impérialistes, est une catastrophe pour la population victime des guerres ou sous la menace de celles qui se préparent.

David Mencas

Solidarité avec les migrants : manifestons le 18 décembre

À l'occasion de la journée internationale des migrants, le 18 décembre, de nombreuses associations dont les collectifs de sans-papiers appellent à des manifestations dans différentes villes.

Dans un contexte où les idées d'extrême droite se font entendre de plus en plus fort, alors que le gouvernement, sous prétexte de sécurité, organise la chasse aux migrants et à ceux qui les aident, il est indispensable d'affirmer l'internationalisme du mouvement ouvrier.

Quelles que soient leur nationalité, leur origine ou leur couleur de peau,

qu'ils viennent d'arriver ou qu'ils soient ici depuis longtemps, tous les travailleurs forment une seule classe ouvrière, une force qui, si elle ne se laisse pas diviser, est capable de renverser ce système d'exploitation de plus en plus pourrissant.

Lutte ouvrière appelle à participer aux manifestations organisées le 18 décembre.

À Paris : rendez-vous à 15 heures place de la Concorde

